



**PREFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Départementale des Territoires et de la Mer  
Service des Procédures Environnementales**

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Unité Départementale de la Gironde**

28 AVR 2025

**Arrêté préfectoral complémentaire du  
relatif à l'exploitation par la société SMURFIT WESTROCK CELLULOSE DU PIN d'une  
installation de stockage de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de Biganos**

**Le Préfet de Gironde**

**VU** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45, R. 181-46, R.512-35, R.512-75-1 et suivant ;

**VU** l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 13726 du 10 février 2010 autorisant la société SMURFIT WESTROCK CELLULOSE DU PIN à exploiter une installation de stockage de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de Biganos ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 janvier 2011 modifiant l'arrêté préfectoral n° 13726 du 10 février 2010 autorisant la société SMURFIT WESTROCK CELLULOSE DU PIN à exploiter une installation de stockage de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de Biganos ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 5 juillet 2019 prolongeant la durée d'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux de la société SMURFIT WESTROCK CELLULOSE DU PIN sur le territoire de la commune de Biganos ;

**VU** les arrêtés préfectoraux complémentaires du 30 juillet 2021 et du 3 mai 2022 prolongeant la durée d'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux de la société SMURFIT WESTROCK CELLULOSE DU PIN sur le territoire de la commune de Biganos, prescrivant la gestion de terres non inertes sous l'alvéole 3 et autorisant le stockage temporaire de déchets au-delà de la côte maximale autorisée sur les alvéoles 1 et 2 ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 novembre 2022 modifiant l'arrêté préfectoral n° 13726 du 10 février 2010 autorisant la société SMURFIT WESTROCK CELLULOSE DU PIN à exploiter une installation de stockage de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de Biganos ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 juillet 2025 valant prolongation temporaire de l'activité de stockage (échéance fixée au 30 avril 2026) dans l'attente de la remise d'une étude technico-économique complète et régulière permettant au Conseil régional de la Nouvelle Aquitaine

d'émettre, en sa qualité de planificateur pour la gestion des déchets, un avis sur le projet du pétitionnaire ;

**VU** la demande de modification portée à la connaissance du Préfet par la société SMURFIT WESTROCK CELLULOSE DU PIN le 20 janvier 2025 complétée le 13 juin 2025 et le 17 décembre 2025 concernant une prolongation de l'autorisation d'exploiter l'installation de stockage de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de Biganos ;

**VU** la remise en date du 17 décembre 2025 de l'étude technico-économique mentionnée à l'article 2 de l'arrêté du 22 juillet 2025 ;

**VU** la décision favorable prise par la commission permanente du Conseil régional de la Nouvelle Aquitaine lors de sa séance du 20 avril 2026 ;

**VU** le rapport de l'inspection chargée des installations classées en date du 28 avril 2026 ;

**VU** le courrier transmis à l'exploitant le 24 avril 2026 pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

**VU** les absence d'observations formulées par l'exploitant par courriel du 24 avril 2026 déterminé dans la transmission de l'arrêté préfectoral complémentaire susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant demande une prolongation de son autorisation d'exploiter jusqu'au 31 décembre 2028 ;

**CONSIDÉRANT** que l'activité de la papeterie connexe à l'ISDND ne permet pas de s'affranchir de déchets entrants et donc d'interrompre brutalement l'alimentation de l'ISDND ;

**CONSIDÉRANT** que l'étude technico-économique susvisée, dans le cadre des différents scénarii envisagés pour le traitement des déchets issus du processus de dépulpage de la papeterie, comprend un bilan coût/avantage ainsi qu'un chiffrage estimatif des différentes filières de valorisation étudiées ;

**CONSIDÉRANT** l'engagement de l'exploitant à cesser définitivement l'activité in-situ d'enfouissement de déchets non dangereux au plus tard en date du 31 décembre 2028 ;

**CONSIDÉRANT** par ailleurs qu'il s'agit du délai minimal permettant à l'exploitant la mise en œuvre des solutions de traitement des déchets étudiées et qu'il convient de disposer d'une solution transitoire durant ce laps de temps ;

**CONSIDÉRANT** que les installations, initialement autorisées par arrêté du 14 novembre 2022 pour une capacité maximale annuelle de 33 000 t/an, doivent évoluer afin de répondre à l'objectif de réduction de 50 % de l'enfouissement des déchets ultimes prévu par l'article L.541-1 du code de l'environnement, et que la fixation d'une capacité maximale annuelle de 16 500 t/an permet d'atteindre cet objectif.

**CONSIDÉRANT** que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46. I du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que les incidences environnementales prises en compte dans le cadre de l'instruction du dossier de demande d'autorisation environnementale ayant conduit à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 février 2010 modifié restent inchangées par le projet de modification ;

**CONSIDÉRANT** que les demandes nécessitent cependant un encadrement réglementaire de leur mise en œuvre ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu dès lors d'adapter l'autorisation environnementale ;

Le pétitionnaire entendu,

Sur proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture de Gironde ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 — BÉNÉFICIAIRE ET GÉNÉRALITÉS**

L'arrêté préfectoral n° 13726 du 10 février 2010 autorisant la société SMURFIT WESTROCK CELLULOSE DU PIN à exploiter une installation de stockage de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de Biganos est complété selon les dispositions détaillées ci-dessous.

### **ARTICLE 2 — DURÉE DE L'AUTORISATION**

Les dispositions du chapitre 1.4. de l'arrêté préfectoral n° 13726 du 10 février 2010 modifié sont remplacées par les dispositions suivantes :

#### **« Chapitre 1.4. – Durée de l'autorisation**

L'exploitation de l'installation (accueil de déchets) est autorisée jusqu'au **31 décembre 2028**.

### **ARTICLE 3 — SITUATION ADMINISTRATIVE ET CONSISTANCE DES INSTALLATIONS**

Les dispositions du chapitre 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n° 13726 du 10 février 2010 modifié sont remplacées par les dispositions suivantes :

#### **« Article 1.2.1 Installations visées par une rubrique de la nomenclature des installations classées**

<b>N° de rubrique</b>	<b>Installations et activités concernées</b>	<b>Capacités maximales annuelles autorisées</b>	<b>Régime</b>
3540	Installations de stockage de déchets, recevant plus de 10 tonnes de déchets par jour ou d'une capacité totale supérieure à 25000 tonnes	16 500 t/an	A
2760-2.b)	Installations de stockage de déchets non dangereux	16 500 t/an	A

### **ARTICLE 4 — CESSATION D'ACTIVITÉ**

L'exploitant remet un dossier de cessation conforme à l'article R.512-75-1 du Code de l'Environnement 6 mois avant l'arrêt définit des activités soit au plus tard au **30 juin 2028**.

### **ARTICLE 5 — PUBLICITÉ**

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet des services de l'État dans le département de la Gironde pendant une durée minimale de deux mois.

## **ARTICLE 6 — DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Bordeaux :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie, dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
- b) La publication de la décision sur le site Internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

## **ARTICLE 7 — EXÉCUTION**

La Secrétaire générale de la Préfecture du Gironde, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) chargé de l'inspection des installations classées / le Directeur départemental des territoires et de la mer (DDTM), le maire de Biganos, les officiers de police judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à l'exploitant.

Pour le Préfet et par délégation  
le Secrétaire Général

François DRAPÉ